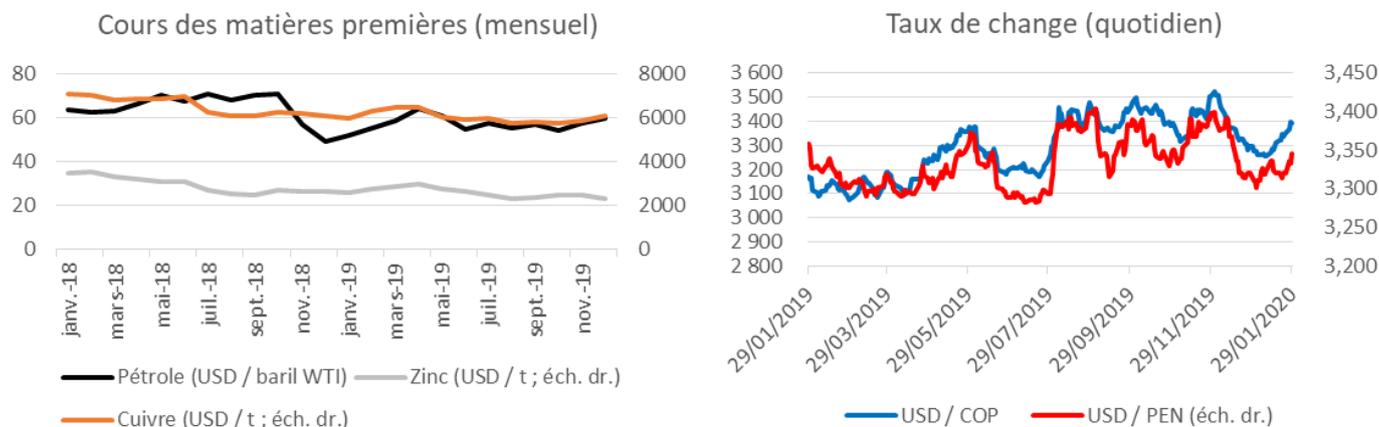




### Région

2019 – Population : 138 M

PIB : 785 Mds USD



### Le FMI révisé à la baisse ses projections de croissance pour le sous-continent.

Constatant la croissance quasi nulle du sous-continent en 2019 (et le recul du PIB / habitant pour une sixième année consécutive), l'institution pointe notamment la responsabilité de la faiblesse de l'investissement et de la productivité, de la médiocrité des environnements d'affaires ainsi que de la faible qualité des infrastructures et des systèmes éducatifs. Plus conjoncturellement, les deux prochaines années devraient continuer d'être marquées, selon le FMI, par une incertitude politique et sociale élevée dans la région.

Pays / région	Croissance 2019 (%) Estimation Jan 2020	Croissance 2020 (%)		Croissance 2021 (%)	
		Prév. Jan 2020	Prév. Oct 2019	Prév. Jan 2020	Prév. Oct 2019
Colombie	3,3	3,5	3,6	3,8	3,7
Pérou	2,4	3,2	3,6	3,7	4,0
Venezuela	-35,0	-10,0	-10,0	-5,0	-5,0
Argentine	-3,1	-1,3	-1,3	1,4	1,4
Brésil	1,2	2,2	2,0	2,3	2,4
Chili	1,0	0,9	3,0	2,7	3,2
Mexique	0,0	1,0	1,3	1,6	1,9
Amérique latine & Caraïbes	0,1	1,6	1,8	2,3	2,4

### Bolivie

2019 – Population : 12 M

PIB : 42 Mds USD

### La Présidente par intérim Jeanine Áñez annonce sa candidature à l'élection présidentielle et remanie son gouvernement.

En dépit de ses dénégations initiales, Mme Áñez a finalement annoncé le 24 janvier son intention de se porter candidate à l'élection présidentielle du 3 mai. Elle entend fédérer l'opposition au MAS, le parti de l'ancien président Evo Morales, alors que de nombreux candidats de cette tendance politique se trouvent sur la ligne de départ. Cette décision a entraîné la démission de la Ministre de la Communication Roxana Lizárraga, en signe de protestation, suite à quoi la présidente Áñez a demandé la démission de l'ensemble de son gouvernement. Mme Áñez a finalement confirmé 17 de ses 20 ministres, n'effectuant des changements que pour les portefeuilles de l'Éducation, du Développement Rural et de la Communication.

### Le gouvernement libère les exportations agricoles mais se réserve le droit d'intervenir sur le marché interne.

A travers un Décret Suprême, le gouvernement a supprimé les barrières à l'exportation des produits agricoles (figurant dans sept autres DS), notamment les quotas et l'obligation de présenter aux douanes un certificat de ravitaillement interne et de « prix juste ». Toutefois, il octroie aux ministères du Développement Productif et du Développement Rural la responsabilité du suivi du marché interne et le pouvoir d'appliquer des mesures correctives en cas de menaces de pénurie ou d'affectation des prix. Le gouvernement estime que cette mesure stimulera notamment la production agricole de soja, sucre et maïs.

### Colombie

2019 – Population : 48 M

PIB : 328 Mds USD

### Emission obligataire de 1 Md USD pour Grupo Aval.

Les obligations, d'une maturité de 10 ans, portent un coupon de 4,375%. Les titres ont été sursouscrits trois fois.

**Equateur****2019 – Population : 17 M****PIB : 108 Mds USD****Perspectives du secteur pétrolier.**

Le ministère de l'Énergie a annoncé les priorités pour l'année 2020 dans le secteur des hydrocarbures, qui consistent à importer 80 000 pieds cube / jour de gaz naturel à travers un appel d'offres (avril 2020) et à lancer la construction (en PPP) d'une nouvelle raffinerie ainsi que l'exploitation du champ Ishpingo (faisant partie du champs ITT, aux abords du parc national Yasuni) qui pourrait produire 37 000 barils en fin d'année.

**Financements japonais dans le domaine électrique.**

Le ministère des Finances a signé un crédit de 70 MUSD avec l'agence de coopération internationale du Japon (25 ans, 7 années de grâce et à un taux de 2,93%) qui seront destinés à des projets pour améliorer les réseaux de distribution électrique du pays et la productivité du secteur agroindustriel.

**Guyana****2019 – Population : 0,8 M****PIB : 4,1 Mds USD****ExxonMobil révisé de 6 à 8 Mds de barils ses estimations de réserves pétrolières récupérables.**

Cette révision se fonde sur les évaluations des 15 découvertes enregistrées à fin 2019, et ne prend pas à compte une nouvelle découverte intervenue début janvier sur le puits d'Uaru. La compagnie américaine s'attend à atteindre une production de 120.000 b/j dans les prochains mois à partir de la plateforme flottante (FPSO) Liza Destiny. L'entrée en production du FPSO Liza Unity, prévue mi-2022, devrait ajouter une capacité de 220.000 b/j.

**Pérou****2019 – Population : 32 M****PIB : 229 Mds USD****Les élections législatives extraordinaires ont pour résultat un Congrès fragmenté.**

Neuf partis seront représentés au Congrès, à l'issue des élections du 26 janvier. Sur les 130 sièges à pourvoir dans ce parlement unicaméral, les partis Acción Popular et Alianza para el Progreso, qui contrôlent plusieurs gouvernements régionaux et locaux, obtiendraient respectivement 25 et 22 sièges et deviendraient les deux premières forces politiques. Le parti fujimoriste Fuerza Popular, opposé au gouvernement, subit une lourde défaite et passerait de 54 à 12 sièges. Le Partido Morado, le plus favorable au Président Vizcarra, n'obtiendrait finalement que 9 sièges. Le nouveau Congrès ne siègera que jusqu'en juillet 2021, année dans laquelle seront organisées des nouvelles élections présidentielles et législatives.

**Odebrecht ne reprendra pas les travaux de construction du projet d'irrigation Chavimochic III.**

Le ministère de l'Économie et des Finances a donné un avis défavorable au projet d'avenant négocié entre Odebrecht et le Gouvernement Régional de La Libertad (nord), qui visait à achever la construction du barrage Palo Redondo, une partie de Chavimochic III. Malgré l'implication de l'entreprise dans l'affaire « Lava Jato », le gouvernement avait initialement accepté que le gouvernement local et Odebrecht signent un accord pour conclure la dernière étape des travaux. Le MEF considère finalement qu'il s'agirait d'un contrat défavorable à l'État et propose aux autorités locales le transfert de ce projet d'irrigation au Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation. Il a passé un Décret d'Urgence (021) en ce sens.

**Venezuela****2019 – Population : 28 M****PIB : 70 Mds USD****Les autorités chavistes envisagent de privatiser l'activité pétrolière.**

Selon la presse, les députés dissidents dirigés par Luis Parra envisageraient de modifier la loi des hydrocarbures afin de donner au partenaire étranger la possibilité de contrôler les opérations pétrolières. Une modification du texte législatif nécessitera toutefois l'approbation de l'Assemblée nationale dirigée par Juan Guaido. A travers cette initiative, l'entreprise nationale pétrolière prévoit de céder des actifs pétroliers à certains partenaires étrangers afin de relancer la production, estimée autour de 700.000 b/j à la fin 2019. Pour l'économiste José Toro Hardy, le retour à un niveau de production historique (autour de 3 Mb/j) nécessitera un important effort d'investissement (30 Mds USD par an durant une décennie).

**L'Assemblée nationale augmente le fonds destiné à protéger les actifs publics vénézuéliens aux États-Unis.**

L'Assemblée nationale a augmenté à 20 MUSD, contre 3,5 MUSD alloués en novembre dernier, le fonds destiné à financer la protection des actifs publics vénézuéliens aux États-Unis. La multiplication des contentieux et l'accumulation des arriérés de paiement sur la dette obligataire (18 Mds USD en janvier 2020, dont 11 Mds USD pour l'État) ont entraîné des actions en justice de la part des créanciers, notamment dans le but de saisir les actifs de Citgo, filiale américaine de PDVSA.

**L'entreprise nationale pétrolière estime sa dette financière à 34,5 Mds USD.**

La dette financière serait restée relativement stable durant l'année 2019 malgré l'accumulation des arriérés sur la dette obligataire (6 Mds USD à fin janvier, dont 4,4 Mds USD correspondant au retard sur les intérêts). Les engagements obligataires s'élevaient à 25,2 Mds USD et ceux envers les co-entreprises pétrolières, dont Chevron et China National Petroleum Corp, s'établiraient à 2,6 Mds USD à fin 2019.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à [christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr](mailto:christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12  
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine  
Revu par : Thomas MARX

Version du 30 janvier 2020